

La ville malade de la banlieue

Du village à la cité-dortoir

Le Plessis-Robinson est une commune à la fois très ancienne, érigée en paroisse en 1156, et très jeune, puisque baptisée en 1909 du regroupement, par décret du président Fallières, du village du Plessis-Piquet et du quartier de Robinson.

Le Plessis en ce début de xx^e siècle, c'est un village, quelques rues, des fermes et des champs autour du clocher roman et du château, ancienne propriété du maréchal d'Artagnan et du grand libraire Louis Hachette.

Un peu à l'écart, sous les futaies, Robinson, le quartier des fameuses guinguettes, créé en 1848 par un cabaretier, dans lequel pendant un siècle le Tout-Paris est venu s'encanailler.

Mais si on a marié ces deux entités, on a oublié de les lier dans la pierre, du fait de la vente en 1912 de centaines d'hectares de terrains par les héritiers Hachette à l'Office des HBM (Habitations à Bon Marché) de la Seine qui vient de se créer.

Cet acte de vente signe l'acte de décès du village.

La première cité-jardins

En 1925, l'Office dirigé par le socialiste Henri Sellier, lance une idée novatrice, celle d'une cité-jardins inspirée du modèle allemand. L'architecte pressenti, Maurice

Payret-Dortail, dessine un premier projet, très vernaculaire, entièrement inséré dans l'ancien parc Hachette. Mais ce projet est abandonné au profit d'un autre qui se construit en lisière du parc, dans le style fonctionnaliste à la mode dans l'immédiat après-guerre. On peut ne pas aimer cette architecture, on peut s'étonner de la légèreté des constructions, pour l'essentiel en béton et mâchefer, il faut néanmoins reconnaître l'avancée sociale pour des populations sortant des taudis encore très répandus dans la région parisienne, dont un sur deux n'a pas de salle de bains et un sur trois n'a pas de WC. Ces familles modestes retrouvent dans ce quartier de la cité basse un cadre verdoyant, des normes de confort supérieures à la moyenne – avec les fameux éviers Garchey qui servent à la fois d'évier et de vide-ordures – et peuvent se refaire une santé physique et morale en cultivant leur petit lopin de terre au pied de l'immeuble. Quelques commerces, mais pas de bistrot : les autorités de l'époque, inspirées par le discours hygiéniste, voulaient prévenir la tuberculose et l'alcoolisme chez l'ouvrier en l'initiant aux joies du jardinage.

Elle n'a plus de jardin que le nom

Mais la deuxième tranche de travaux n'a plus de cité-jardins que le nom. Construite au milieu des années trente sur le plateau, sous l'impulsion de la loi Loucheur de 1928, la cité haute a gardé le style fonctionnaliste, mais les immeubles ont grandi en hauteur et en longueur. Si les jardins ouvriers ont survécu, les barres s'enchaînent comme des vagues le long des rues, animées par une poignée de commerces, mais toujours sans terrasse de café.

Construite pour d'obscures raisons spéculatives, cette cité n'aura pas le succès escompté, notamment par le fait que les transports en commun prévus n'ont pas été réalisés.

Les ouvriers des usines Renault de Billancourt, pressentis pour s'y installer, n'ont donc pas suivi.

En désespoir de cause, l'Office HBM finit par signer un contrat avec la Gendarmerie mobile qui y installe en 1936 un casernement. Le gendarme étant bon prince, il n'y trouvera rien à redire et Le Plessis-Robinson, qui compte en 1939 plus de dix mille habitants, devient une véritable ville de garnison.

Un constat catastrophique

La vie aurait pu somme toute s'y dérouler de façon agréable si la commune n'avait pas connu en 1945 deux fléaux : la prise de pouvoir par le parti communiste et l'urbanisation sauvage de l'après-guerre.

Le parti communiste qui maintient volontairement cette commune en situation de paupérisation trouve son intérêt dans la transformation des derniers champs de blé en cité ouvrière, sans style et sans âme, l'archétype de la cité-dortoir, constituant cette « ceinture rouge » qui a cerné Paris pendant près de quarante ans.

Le Plessis-Robinson a beaucoup souffert de cette transformation en cité-dortoir anonyme, ressemblant à tant de communes autour de Paris, comme si toute la banlieue avait pour vocation d'être identique.

Il est temps d'arrêter de se gargariser avec la poésie de la banlieue, même si elle peut être magnifiée par l'œil d'un Doisneau ou mise en scène par mon ami Roland Castro avec *Banlieues 89*.

La banlieue, c'est la non-ville, c'est un espace urbain qui n'a pas de sens, dont on ne sait quand il commence et où il se termine. Et ce n'est pas un hasard si c'est aux frontières de Paris que l'on a construit pendant les « trente glorieuses » ces vagues de tours et de barres qui ont défiguré le paysage

d'Ile-de-France dans l'indifférence générale et avec la complicité honteuse des élus de gauche, par calcul, et de droite, par calcul aussi. Et déjà la technocratie était au pouvoir...

Au sens originel du terme, l'urbain, c'est la ville, la ville historique d'avant la Première Guerre mondiale. Et au-delà de l'urbain, il y a le suburbain, qui regroupe toutes les créations urbaines du xx^e siècle, des cités-jardins aux villes nouvelles.

C'est donc la banlieue (*suburb* en anglais) qui a été le cadre de la réponse à la crise du logement, mais qui a porté en germe ses propres failles et ses propres faillites.

Et justement, quarante ans plus tard, on ne peut que constater les dégâts : Le Plessis-Robinson, 21 000 habitants, la taille d'une sous-préfecture, un centre-ville léthargique, 75 % de logements sociaux, seulement une soixantaine de commerces survivant péniblement face aux coups de boutoir des centres commerciaux périphériques, 80 % d'évasion commerciale, toujours pas de métro vers Paris ou Nanterre, des ressources fiscales insuffisantes par la faute d'une zone d'activités au potentiel mal exploité, une situation financière en quasi-faillite – la commune devant emprunter pour faire face à ses dépenses de fonctionnement – plombées par des charges de personnel exorbitantes, dépassant les 58 % du budget.

Oui, cette ville est malade. Le Plessis-Robinson est à bout de souffle. Un cœur usé, des poumons anémiques, une circulation sanguine déficiente, une esthétique complètement à revoir, voilà l'état du patient sur lequel je dois me pencher. Le malade est sur la table d'opération, il va falloir opérer vite.

Un cœur et des poumons fatigués

Me voilà donc face à ma ville comme un médecin au chevet d'un malade. Le diagnostic est tombé et il est inquiétant.

L'absence de centre-ville est l'équivalent d'un cœur malade, insuffisamment puissant pour irriguer l'ensemble du corps qui dépérit, faute de sang neuf.

Sur les deux poumons, le pronostic est réservé. Le poumon vert, qui fournit l'oxygène, a plutôt été épargné, un tiers du territoire de la commune étant constitué d'espaces verts. Mais il ne faudrait pas que, par manque d'entretien, ce poumon soit touché à son tour.

Le poumon qui alimente les finances de la ville est lui sérieusement atteint. Les entreprises, pénalisées par une taxe foncière élevée, ont été systématiquement montrées du doigt par la municipalité communiste qui ne connaissait comme dialogue que l'affrontement et le piquet de grève. Les commerces sont exsangues et seul le marché, malgré un décor digne des villes les plus sordides d'Europe de l'Est, reste trois fois par semaine un lieu de vie et d'échanges.

Un besoin de chirurgie esthétique

Quant au décor urbain, c'est plus qu'un lifting, c'est une véritable opération de chirurgie esthétique qui s'impose : rues défoncées, trottoirs impraticables, bâtiments publics mal entretenus, logements vieillissants quand ils ne sont pas insalubres, façades lugubres et décrépites, ronds-points parsemés de quelques fleurs en berne, c'est toute la ville qui suinte la tristesse et l'abandon, comme un corps qui n'a pas été soigné et qui se laisse aller.

Mais derrière ce tableau, il y a de l'espoir parce qu'il y a de la vie. Le Plessis-Robinson n'est pas une commune de banlieue ordinaire, parce que ses habitants s'y sont enracinés. Ouvriers, employés, gendarmes, commerçants, ils ont appris à oublier ce décor de misère pour comprendre et apprécier l'âme de leur ville.

Car c'est une âme véritable qui se cache derrière ce décor sinistre, celle des vieux « hiboux » du Plessis,

comme ils se plaisent à se nommer ironiquement, eux les hommes des bois raillés des nobles gens de Sceaux, la brillante voisine.

Malgré la grisaille, malgré la chape de plomb qui écrase cette ville, les habitants ont une certaine fierté d'être robinsonnais, même si certains n'osent plus inviter des amis extérieurs à dîner, de peur de leur montrer un décor si sordide. D'ailleurs, et c'est significatif, beaucoup répondent quand on leur demande où ils vivent : « J'habite près de Sceaux ».

Avant eux, Le Plessis s'est construit autour de son clocher et de son château, où sont passés tant de nobles féodaux et de brillants écrivains.

Robinson s'est nourri de la gloire des guinguettes, qui attiraient chaque dimanche des milliers de Parisiens à la recherche de bon temps et d'air pur.

Comme dans toutes les villes, le passé qui forge son identité est généralement visible dans le tracé de ses rues, les façades des maisons qui la composent, la forme de ses places ou la couleur des toitures. Et cette accumulation de signes dessine finalement un visage, sourire ou ambition, goût de vivre ou tristesse, mépris ou attention de ceux qui l'ont transformée et l'habitent.

Le temps et l'incurie des hommes ont tendance à gommer ces traces du passé, mais la ville, plus encore que l'homme, possède des ressources extraordinaires et une capacité inouïe à renaître pour peu qu'on lui donne du sens et qu'on y mette les moyens adéquats.

La banlieue est une réalité, mais n'est pas une fatalité. Et j'ai voulu prouver que l'on peut sortir de la banlieue pour reconstruire la ville.

Le corps urbain est tout aussi complexe que le nôtre, mais sans doute plus robuste parce qu'il ne meurt jamais entièrement quand bien même il aurait perdu ses organes vitaux. D'une certaine manière, on pourrait le comparer à

un grand arbre aux racines profondes dont le tronc, même mutilé, n'empêche pas les jeunes pousses de germer autour.

Est-ce grave, docteur ?

La fonction du maire, c'est de comprendre et de maîtriser cet espace, d'avoir une vue d'ensemble de ce corps tout en essayant d'en connaître chacun de ses aspects. Et s'il souffre, son rôle est d'établir un diagnostic, de trouver des remèdes et de les administrer au mieux. Il faut savoir repérer les éléments sur lesquels s'appuyer pour rebâtir l'ensemble.

La ville est ainsi parcourue par d'innombrables mouvements contradictoires et pourtant complémentaires, à la fois solides et vulnérables, riches en éléments dont les liens et les interactions sont multiples mais dont les conséquences ne sont pas toujours évidentes à évaluer.

Comme en médecine, les effets secondaires sont nombreux. Ainsi, ouvrir une voie de circulation ou détruire une barre d'immeubles, c'est la possibilité et le risque de transformer tout un quartier, de le rendre plus gai et plus sûr ou, à l'inverse, de l'isoler de l'ensemble. Prendre ces décisions et prévoir leurs effets, voilà le travail de l' élu.

Après avoir décidé du remède, le maire, tel un praticien, doit donc convaincre de la nécessité des soins, rassurer et renseigner ses administrés sur leur efficacité, et réunir les moyens nécessaires pour assurer la guérison sur le long terme. Il ne faut pas mentir, mais savoir faire partager sa vision du futur.

Faire cela, ce n'est pas toujours facile mais c'est aussi un grand plaisir, parce que discuter avec les Robinsonnais, c'est la seule manière possible de faire avancer les choses, de convaincre et de dissiper les doutes et les inquiétudes, c'est aussi ma manière d'avancer.

J'ai beaucoup parlé avec les Robinsonnais, beaucoup écouté, en notant sur mes fameuses petites fiches cartonnées la nature de la demande et le nom de la personne en attente de solution. Dès que je suis élu, j'ouvre une permanence dans mon bureau, une demi-journée pour recevoir mes administrés. Beaucoup y passent, pour me demander un service, un logement le plus souvent, mais aussi un emploi, un conseil. Certains sont surpris de constater qu'il n'est plus nécessaire d'exhiber sa carte du parti...

Personne, en dehors des autres élus, ne peut imaginer tout ce que l'on peut entendre dans le bureau, j'allais dire dans le cabinet, d'un maire. En ces temps où la famille est soumise à des difficultés souvent insurmontables, les permanences des élus se transforment en bureaux d'assistantes sociales ou de psychologues.

Un soir, en quittant ma permanence, une dame me dit machinalement : « Au revoir, Docteur ! ». Car s'il est possible de réparer la ville et de lui rendre la santé, elle a besoin d'un temps qui se compte en années, en décennies, à la hauteur de la gravité du mal. Il faut donc être constant dans la méthode et sûr de ses convictions, être prêt à affronter les opinions divergentes de ceux dont les intérêts vont dans le sens opposé et qui n'ont, parfois, pour but que de maintenir la ville en vie pour mieux en exploiter le corps souffrant.

Le Plessis-Robinson pour toutes ces choses n'échappe pas à la règle et quand je l'ai découverte, il me semble que la ville était dans cette situation, un état grave, un corps bien abîmé, mais des pousses dispersées ça et là qui m'ont donné de l'espoir et permis d'envisager un avenir.

Une situation assainie

Dès le 20 mars 1989, nous nous mettons au travail, d'arrache-pied, jour et nuit. J'ai la chance de pouvoir

m'entourer de trois garçons qui ont à peine la trentaine, mais font preuve d'une redoutable efficacité : Gérard Lesuisse à la direction du cabinet, Bernard Gaillot à la direction des services, Pierre Prevôt-Leygonie à la communication. Le premier est impressionnant dans l'action, le second est un as du budget, le troisième est un stratège subtil. J'ai aussi la chance de pouvoir compter sur quelques cadres remarquables, totalement dévoués au service public et qui vont remettre la machine en marche.

Il nous faudra quatre ans pour retrouver des marges de manœuvre, une performance quand on sait que nous n'avons augmenté la pression fiscale que très modérément. En baissant de façon drastique les charges de personnel (de 58 à 43 % !), en renégociant la dette, en réduisant le fonctionnement au profit de l'investissement, nous remontons la pente de plus en plus vite, au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles entreprises et de l'augmentation des recettes foncières.

Et quelle satisfaction de voir en 2006 le journal *Challenges* nous attribuer la palme de la ville la mieux gérée des Hauts-de-Seine, quel chemin parcouru depuis le jour où nous avons trouvé les tiroirs et les caisses de la mairie totalement vides.